COMMISSION D'ENQUÊTE PARLEMENTAIRE CHARGÉE D'ENQUÊTER SUR LE TRAITEMENT DES ABUS SEXUELS COMMIS AU SEIN ET EN DEHORS DE L'ÉGLISE, Y COMPRIS SUR LEUR TRAITEMENT JUDICIAIRE, ET SUR LEURS CONSÉQUENCES ACTUELLES POUR LES VICTIMES ET POUR LA SOCIÉTÉ

Présidente : Mme Sophie De Wit

➤ LUNDI 22 JANVIER 2024

Réunion publique

Audition dans le cadre du volet "Approche en chaîne".
 (Rapporteurs: MM. Stefaan Van Hecke, Mathieu Bihet et Koen Geens, Mmes Maria Vindevoghel et Katja Gabriëls et M. Ben Segers).

Audition de:

- Mme Claire Cervello, inspectrice principale, zone de police Bruxelles Capitale Ixelles, responsable de la cellule EVA (Emergency Victim Assistance);
- Mme Valerie Swennen, inspectrice principale de police, coordinatrice de "Veilig Thuis" Anvers;
- M. Pierre Monville, avocat et représentant de "Lawyers Victim Assistance"
- M. Josselin Tricou, maître-assistant en sociologie à l'Université de Lausanne (UNIL).

Réunion à huis clos

2. Ordre des travaux.

➤ VENDREDI 26 JANVIER 2024

- Audition dans le cadre du volet "Approche en chaîne".
 (Rapporteurs: MM. Stefaan Van Hecke, Mathieu Bihet et Koen Geens, Mmes Maria Vindevoghel et Katja Gabriëls et M. Ben Segers).
- 2. Continuation de l'ordre du jour de la réunion du matin.



COMMISSION DE LA SANTÉ ET DE L'ÉGALITÉ DES CHANCES

Président: M. Roberto D'Amico

MARDI 23 JANVIER 2024

- 1. Ordre des travaux:
 - audition eHealth;
 - audition rapport OCDECOVID-19.
- Proposition de résolution (Laurence Hennuy, Barbara Creemers, Kathleen Pisman, Séverine de Laveleye, Olivier Vajda, Claire Hugon, Guillaume Defossé, Cécile Cornet, Marie-Colline Leroy, Kim Buyst) demandant l'adoption d'un Plan fédéral nutrition santé ambitieux pour la période 2021-2030, n°s 55K3208/1 à 3. (Continuation). (Rapporteur : Mme Karin Jiroflée).
 Amendements de Mme Rohonyi, de Mme Fonck et de Mme Hennuy et Mme Creemers.
 - Co rapporteur: M. Daniel Bacquelaine.
 - La proposition, telle qu'amendée, est adoptée par 11 voix et 5 abstentions.
- 3. Propositions de loi jointes:
 - Proposition de loi (Karin Jiroflée, Gitta Vanpeborgh) modifiant la loi sur les hôpitaux et autres établissements de soins, coordonnée le 10 juillet 2008, en ce qui concerne les suppléments d'honoraires, n° 55K370/1.
 - Proposition de loi (Raoul Hedebouw, Marco Van Hees, Sofie Merckx) supprimant les suppléments d'honoraires en cas d'hospitalisation, n° 55K477/1.

(Continuation). (Rapporteurs : M. Steven Creyelman et Mme Laurence Zanchetta).

- La proposition n° 477 est disjointe de la discussion.
- 4. Proposition de résolution (Sophie Rohonyi, François De Smet) visant la mise en place d'une Conférence interministérielle Jeunesse chargée d'élaborer un plan de soutien aux jeunes touchés par la crise du COVID-19, n° 55K1810/1. (Continuation). (Rapporteur : M. Robby De Caluwé).
 - Ce point n'a pas été abordé.
- 5. Propositions de loi jointes:
 - Proposition de loi (Goedele Liekens, Robby De Caluwé) modifiant la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994 en ce qui concerne la circoncision sans nécessité médicale, n° 55K1055/1.
 - Proposition de loi (Valerie Van Peel, Kathleen Depoorter, Michael Freilich) modifiant l'annexe à l'arrêté royal du 14 septembre 1984 établissant la nomenclature des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités en vue de faire en sorte que la circoncision pour raisons non médicales ne soit pas prise en charge par l'assurance-maladie, n° 55K1314/1.

(Continuation). (Rapporteur : M. Steven Creyelman).

• Ce point n'a pas été abordé.



- 6. Propositions de loi jointes:
 - Proposition de loi (Catherine Fonck) modifiant la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnité coordonnée le 14 juillet 1994 en vue d'élargir le régime du tiers payant obligatoire à certaines prestations de soins de santé dispensées aux patients de moins de 19 ans, n°s 55K3283/1 à 3.

Amendements de Mme Fonck.

Avis du Conseil d'Etat.

 Proposition de loi (Nawal Farih, Nathalie Muylle, Leen Dierick, Nahima Lanjri, Els Van Hoof, Franky Demon) modifiant la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, en vue d'instaurer l'application automatique du régime du tiers payant, n°s 55K3445/1 et 2.
 Avis du Conseil d'Etat.

(Continuation). (Rapporteur: M. Steven Creyelman).

- Ce point n'a pas été abordé.
- 7. Proposition de résolution (Laurence Zanchetta, Hervé Rigot, Patrick Prévot) sur l'automédication accompagnée, n°s 55K2420/1 et 2. (Continuation). (Rapporteur : Mme Gitta Vanpeborgh).

 Amendements de Mme Depoorter et consorts.
 - Ce point n'a pas été abordé.
- 8. Proposition de résolution (Nathalie Muylle, Daniel Bacquelaine, Robby De Caluwé) relative aux maladies cardiovasculaires athérosclérotiques (ASCVD), n°s <u>55K3511</u>/1 et 2. (Continuation). (Rapporteur: Mme Catherine Fonck).

 Amendements de Mme Fonck.
 - Ce point n'a pas été abordé.
- 9. Proposition de résolution (Karin Jiroflée) relative à la sédation palliative, n° <u>55K421</u>/1.
 - Ce point n'a pas été abordé.
- 10. Proposition de résolution (Kathleen Depoorter, Frieda Gijbels, Yoleen Van Camp) relative au développement d'un parcours de soins pour la gestion des fractures, n° <u>55K2630/1</u>.
 - Ce point n'a pas été abordé.



COMMISSION DE LA JUSTICE

Présidente : Mme Kristien Van Vaerenbergh

MARDI 23 JANVIER 2024

1. Projet de loi portant création de la banque de données commune "Terrorisme, Extrémisme, processus de Radicalisation" ("T.E.R.") et modifiant la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel, la loi du 30 juillet 2018 portant création de cellules de sécurité intégrale locales en matière de radicalisme, d'extrémisme et de terrorisme et la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police, n° 55K3692/1. (Rapporteur : Mme Katja Gabriëls).

Audition de:

- M. Gert Vercauteren, directeur général a.i. de l'Organe de Coordination pour l'Analyse de la Menace (OCAM);
- Mme Kathleen Stinckens, présidente du Comité permanent de contrôle des services de police.
- 2. Projet de loi introduisant le livre II du Code pénal, n°s <u>55K3518</u>/6 et 7. (Deuxième lecture et votes, art. 83 Rgt.).
 - Rapporteur: Mmes Sophie De Wit et Claire Hugon.
 - Le projet, tel qu'amendé, est adopté par 9 voix et 5 abstentions.

▶ MERCREDI 24 JANVIER 2024

- 1. Conseil Central de Surveillance Pénitentiaire (CCSP) : rapport annuel 2022.
 - Échange de vues avec M. Marc Nève, président, M. Pieter Houbey, vice-président, Mme Sarah Grandfils et M. Bart De Temmerman, membres du bureau du CCSP.
- 2. Questions orales au vice-premier ministre et ministre de la Justice et de la Mer du Nord.



COMMISSION DE LA MOBILITÉ, DES ENTREPRISES PUBLIQUES ET DES INSTITUTIONS FÉDÉRALES

Président : M. Jean-Marc Delizée

MARDI 23 JANVIER 2024

- 1. Projet de loi portant diverses adaptations relatives aux services de médiation, n°s <u>55K3614</u>/3 et 4. (Deuxième lecture et votes, art. 83, Rgt.).
 - Rapporteur: Mme Eva Platteau.
 - Le projet, tel qu'amendé, est adopté à l'unanimité.
- 2. Projet de loi modifiant la loi du 26 janvier 2018 relative aux services postaux, n°s <u>55K3726</u>/2 et 3. (Deuxième lecture et votes, art. 83, Rgt.).
 - Rapporteur: Mme Laurence Zanchetta.
 - Le projet, tel qu'amendé, est adopté à l'unanimité.
- 3. Questions orales à la vice-première ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques, des Télécommunications et de la Poste.

Compte rendu intégral

4. Questions orales au secrétaire d'Etat pour la Relance et les Investissements stratégiques, chargé de la Politique scientifique, adjoint au ministre de l'Economie et du Travail.



COMMISSION DES PÉTITIONS

Présidente : Mme Sophie De Wit

➤ MARDI 23 JANVIER 2024

- 1. Examen des pétitions.
- 2. Quelle suite donner aux pétitions en cours après la dissolution des Chambres ? (Continuation de la discussion).
 - Rapporteur: M. Guillaume Defossé.



COMITÉ D'AVIS POUR L'EMANCIPATION SOCIALE

Présidente : Mme Karin Jiroflée

➤ MARDI 23 JANVIER 2024

- 1. Biais de genre dans les données. (Continuation). (Rapporteurs : Mmes Eva Platteau et Kathleen Pisman).
 - Le rapport est adopté par 7 voix et 1 abstention.



COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET

Présidente : Mme Marie-Christine Marghem

➤ MARDI 23 JANVIER 2024

- 1. Ordre des travaux :
 - demande de M. Sander Loones de fixer une audition supplémentaire de l'Agence fédérale de la dette;
 - visite aux services douaniers au port de Rotterdam : justification, participation, timing.
- 2. Proposition de résolution (Catherine Fonck) relative à la création et à la mise en oeuvre d'un plan d'attractivité et de rétention de la profession d'infirmier et d'aide-soignant, n° <u>55K3365</u>/1.
 - Avis à rendre à la commission de la Santé et de l'Egalité des chances, art. 28,4 Rgt.
 - Rapporteur: M. Hugues Bayet.
 - La commission émet un avis.
- 3. Proposition de résolution (Jean-Marc Delizée, Laurence Zanchetta, Chanelle Bonaventure, Mélissa Hanus) visant à lutter contre les déserts administratifs au moyen du développement, par la Régie des bâtiments, de centres administratifs fédéraux "antennes" regroupant plusieurs Services Publics Fédéraux, n° 55K3585/1.
 - Avis à rendre à la commission de la Mobilité, des Entreprises publiques et des Institutions fédérales, art. 28,4 Rgt.
 - Rapporteur: M. Benoît Piedboeuf.
 - La commission émet un avis.
- 4. Proposition de loi (Sander Loones, Theo Francken, Frieda Gijbels, Kathleen Depoorter) modifiant l'arrêté royal du 17 août 2007 portant création du Comité d'audit de l'Administration fédérale (CAAF) en ce qui concerne la portée de la mission du Comité, n°s 55K2623/1 à 3. (Continuation). (Rapporteur: M. Dieter Vanbesien).

Amendements de M Loones.

Avis du Conseil d'Etat.

- En discussion.
- 5. Proposition de résolution (Cécile Cornet, Dieter Vanbesien, Claire Hugon, Stefaan Van Hecke, Julie Chanson) visant à charger la Cour des comptes d'évaluer les besoins de la chaîne pénale face à la délinquance économique et financière, afin de mettre en oeuvre la recommandation 96 de la commission Panama Papers, n° 55K3146/1. (Continuation). (Rapporteur : M. Hugues Bayet).
 - En discussion.



- 6. Proposition de loi (Gilles Vanden Burre, Dieter Vanbesien, Albert Vicaire) modifiant l'arrêté royal du 27 août 1993 d'exécution du Code des impôts sur les revenus 1992, en vue de supprimer la prime de fidélité, n° 55K3730/1.
 - Rapporteur: M. Wouter Vermeersch.
 - La commission demande des avis écrits (art. 28 Rgt).
 - La commission demande à la Cour des comptes une estimation des nouvelles dépenses ou de la diminution des recettes (art. 79 du Rqt).
 - La commission demande à la présidente de la Chambre de soumettre la proposition de loi au Conseil d'État pour avis (art. 98 Rgt).
- 7. Proposition de loi (Ahmed Laaouej, Eric Thiébaut, Daniel Senesael, Hervé Rigot, Khalil Aouasti) visant à instaurer un fonds budgétaire au profit de la police judiciaire fédérale dans le cadre de la lutte contre le crime organisé, n° 55K3024/1. (Continuation). (Rapporteur : Mme Cecile Cornet).
 - La commission demande des avis écrits (art. 28 Rgt).
- 8. Proposition de loi (Malik Ben Achour, Ahmed Laaouej, Christophe Lacroix, Vicky Reynaert, Séverine de Laveleye, Barbara Creemers) visant à réglementer les pratiques des créanciers privés de pays demandant la restructuration ou la suspension de leurs dettes, n° 55K3380/1.
 - Rapporteur: M. Benoît Piedboeuf.
 - La commission décide de procéder à des auditions (art. 28 Rgt).
- 9. Propositioins de loi jointes:
 - Proposition de loi (Wouter Vermeersch, Kurt Ravyts, Steven Creyelman, Reccino Van Lommel) modifiant la loi du 7 janvier 1998 concernant la structure et les taux des droits d'accise sur l'alcool et les boissons alcoolisées, en vue de réduire le taux des accises applicable aux produits intermédiaires et à l'alcool éthylique, n° 55K1193/1.
 - Proposition de loi (Wouter Vermeersch, Kurt Ravyts, Steven Creyelman) modifiant la loi du 7 janvier 1998 concernant la structure et les taux des droits d'accise sur l'alcool et les boissons alcoolisées en vue de réduire le taux des accises applicable aux vins et aux mousseux, n° 55K1468/1.

(Continuation). (Rapporteurs: MM. Joris Vandenbroucke et Benoît Piedboeuf).

- La commission demande à la Cour des comptes une estimation des nouvelles dépenses ou de la diminution des recettes (art. 79 du Rgt).
- 10. Proposition de résolution (Wouter Vermeersch, Kurt Ravyts, Dominiek Sneppe, Steven Creyelman) visant à permettre la déductibilité de l'assurance hospitalisation, n° <u>55K3639</u>/1. (Continuation). (Rapporteur : M. Wim Van der Donckt).
 - Ce point n'a pas été abordé.
- 11. Proposition de loi (Benoît Piedboeuf, Nathalie Gilson) relative à l'usage de preuves obtenues irrégulièrement en matière fiscale, n°s <u>55K2783</u>/1 et 2. (Continuation). (Rapporteur : M. Marco Van Hees).
 - Ce point n'a pas été abordé.



- 12. Proposition de loi (Benoît Piedboeuf, Denis Ducarme, Mathieu Bihet, Marie-Christine Marghem, Florence Reuter, Vincent Scourneau, Daniel Bacquelaine, Caroline Taquin, Christian Leysen, Marianne Verhaert) instaurant un nouveau mécanisme d'actionnariat salarié sur le plan fiscal et sur le plan social, n°s 55K3184/1 à 3. (Continuation). (Rapporteur : M. Sander Loones). Avis de la Cour des comptes.

 Avis du Conseil d'Etat.
 - Ce point n'a pas été abordé.
- 13. Proposition de loi (Steven Matheï, Jan Briers, Nahima Lanjri, Servais Verherstraeten, Jef Van den Bergh, Franky Demon, Nathalie Muylle) modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne la modernisation de la réduction d'impôt en matière de libéralités, n° <u>55K2467/1</u>. (Continuation). (Rapporteur : M. Joris Vandenbroucke).
 - Ce point n'a pas été abordé.
- 14. Proposition de loi (Raoul Hedebouw, Marco Van Hees, Gaby Colebunders, Nabil Boukili) modifiant le Code de la taxe sur la valeur ajoutée en vue de supprimer la TVA sur les frais d'avocat, n° 55K398/1.
 - Rapporteur: M. Wouter Vermeersch.
 - La commission demande des avis écrits (art. 28 Rgt).
 - La commission demande à la Cour des comptes une estimation des nouvelles dépenses ou de la diminution des recettes (art. 79 du Rqt).
- 15. Proposition de loi (Marco Van Hees, Peter Mertens, Raoul Hedebouw, Sofie Merckx, Steven De Vuyst, Gaby Colebunders, Roberto D'Amico, Nadia Moscufo, Greet Daems, Robin Bruyère) visant à instaurer une taxe sur les surprofits bancaires, n° 55K3775/1.
 - Rapporteur: M. Benoît Piedboeuf.
 - La commission demande des avis écrits (art. 28 Rgt).
- 16. Proposition de loi (Vincent Van Quickenborne) modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en vue d'encadrer le pouvoir du Roi de fixer les règles d'application et le mode de calcul du précompte professionnel et de fixer la taxe additionnelle régionale sur l'impôt des personnes physiques et la taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques dans le cadre de l'établissement et de la perception du précompte professionnel, n° 55K3758/1.
 - Rapporteur: M. Joris Vandenbroucke.
 - La commission demande des avis écrits (art. 28 Rgt).
 - La commission demande à la présidente de la Chambre de soumettre la proposition de loi au Conseil d'État pour avis (art. 98 Rgt).
- 17. Proposition de loi (Vincent Van Quickenborne) modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne l'instauration d'une exonération de base générale pour les revenus des capitaux et biens mobiliers, n° 55K3759/1.
 - Rapporteur: M. Dieter Vanbesien.
 - La commission demande des avis écrits (art. 28 Rgt).
 - La commission demande à la Cour des comptes une estimation des nouvelles dépenses ou de la diminution des recettes (art. 79 du Rgt).
 - La commission demande à la présidente de la Chambre de soumettre la proposition de loi au Conseil d'État pour avis (art. 98 Rgt).



- 18. Proposition de loi (Joris Vandenbroucke, Anja Vanrobaeys) modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en vue d'aider les contribuables à remplir la déclaration à l'impôt des personnes physiques pour l'année du décès du conjoint, n° 55K3778/1.
 - Rapporteur: M. Benoît Piedboeuf.
 - La commission demande des avis écrits (art. 28 Rgt).
 - La commission demande à la présidente de la Chambre de soumettre la proposition de loi au Conseil d'État pour avis (art. 98 Rqt).
- 19. Propositions de loi jointes:
 - Proposition de loi (Catherine Fonck) modifiant la loi du 21 février 2003 créant un Service des créances alimentaires au sein du SPF Finances, en vue d'augmenter le plafond de revenus et le montant maximum des avances, n°s 55K886/1 à 4.
 Amendements de Mme Fonck.
 Avis de la Cour des comptes.
 - Proposition de loi (Patrick Prévot, Laurence Zanchetta, Eliane Tillieux) modifiant la loi du 21 février 2003 créant un Service des créances alimentaires au sein du SPF Finances afin que celuici devienne un véritable service universel, n° 55K38/1.

(Continuation). (Rapporteurs : M. Benoît Piedboeuf et Mme Kathleen Depoorter).

• En discussion.



COMMISSION DE L'ÉNERGIE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU CLIMAT

Président: M. Christian Leysen

➤ MARDI 23 JANVIER 2024

- 1. Projet de loi sur la promotion de la réparabilité et de la durabilité des biens, n° <u>55K3766</u>/1. Proposition de résolution jointe:
 - Proposition de résolution (Kris Verduyckt) visant à ajouter les vélos (électriques) au champ d'application de l'indice de réparabilité à instaurer, n° <u>55K2535</u>/1.
 - Rapporteur: M. Bert Wollants et Mme Barbara Creemers.
 - La commission décide de joindre la proposition n° 2535 à la discussion.
 - Le projet est adopté par 10 voix et 2 abstentions. Par conséquent, les propositions jointes sont sans objet.
- 2. Questions orales à la ministre du Climat, de l'Environnement, du Développement durable et du Green Deal.



COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES, DE L'EMPLOI ET DES PENSIONS

Présidente: Mme Cécile Cornet

➤ MARDI 23 JANVIER 2024

1. Proposition de loi (Benoît Piedboeuf, Denis Ducarme, Mathieu Bihet, Marie-Christine Marghem, Florence Reuter, Vincent Scourneau, Daniel Bacquelaine, Caroline Taquin, Christian Leysen, Marianne Verhaert) instaurant un nouveau mécanisme d'actionnariat salarié sur le plan fiscal et sur le plan social, n°s 55K3184/1 à 3.

Avis de la Cour des comptes.

Avis du Conseil d'Etat.

- Avis à rendre à la commission des Finances et du Budget.
- Ce point n'a pas été abordé.
- 2. Proposition de loi (Björn Anseeuw, Wim Van der Donckt, Valerie Van Peel, Katrien Houtmeyers, Theo Francken) modifiant les règles de récupération applicables en cas de cessation, avant l'expiration de la durée minimale, du crédit-temps, de la diminution de carrière ou de la réduction des prestations de travail à mi-temps dans le secteur privé, et des régimes d'interruption de la carrière professionnelle ou de réduction des prestations de travail dans le secteur public, n°s 55K2937/1 à 5. (Continuation). (Rapporteur: Mme Ellen Samyn).

Amendements de M. Anseeuw.

Avis du Conseil d'Etat.

- Ce point n'a pas été abordé.
- 3. Proposition de loi (Cécile Cornet, Anja Vanrobaeys, Kristof Calvo) modifiant la loi-programme du 26 décembre 2022 afin d'autoriser l'Office national de l'Emploi à récupérer directement auprès de l'employeur les allocations de chômage temporaire indûment versées, n° 55K3715/1.
 - Rapporteur: Mme Tania De Jonge.
 - La commission demande des avis écrits (art. 28 Rgt).
 - La commission demande à la présidente de la Chambre de soumettre la proposition de loi au Conseil d'État pour avis (art. 98 Rgt).
- 4. Proposition de loi (Khalil Aouasti, Sophie Thémont, Chanelle Bonaventure, Hervé Rigot) modifiant le Code pénal social et la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, visant à protéger les étrangers exploités à des fins de travail ou de services illégaux, n° 55K3661/1.
 - Rapporteur: M. Hans Verreyt.
 - La commission demande des avis écrits (art. 28 Rgt).
 - La commission demande à la présidente de la Chambre de soumettre la proposition de loi au Conseil d'État pour avis (art. 98 Rgt).
- 5. Proposition de loi (Ellen Samyn, Hans Verreyt, Ortwin Depoortere, Dominiek Sneppe, Frank Troosters, Steven Creyelman) modifiant la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales en ce qui concerne la suppression des cotisations de solidarité sur les pensions, n°s 55K593/1 à 3. (Continuation). (Rapporteur : Mme Nahima Lanjri).

Avis de la Cour des comptes.

Avis du Conseil d'Etat.

• Ce point n'a pas été abordé.



- 6. Proposition de résolution (Nahima Lanjri) concernant la lutte contre la précarité menstruelle, n° 55K3138/1. (Continuation). (Rapporteur : Mme Anja Vanrobaeys).
 - En discussion.
- 7. Proposition de loi jointes:
 - Proposition de loi (Catherine Fonck) modifiant les lois du 16 mars 1971 sur le travail et du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail instituant une protection pour les travailleuses et les travailleurs qui s'absentent du travail pour le diagnostic et le traitement de l'infertilité, n°s 55K798/1 à 4.

Amendements de Mme Fonck et de Mme Moscufo. Avis du Conseil d'Etat.

- Proposition de loi (Jean-Marc Delizée, Sophie Thémont, Chanelle Bonaventure, Laurence Zanchetta, Patrick Prévot, Hervé Rigot) modifiant la loi du 16 mars 1971 sur le travail, instaurant une protection des travailleuses et des travailleurs dans le cadre d'un traitement de l'infertilité, n° 55K2995/1.

(Continuation). (Rapporteur: Mme Anja Vanrobaeys).

- La proposition n° 2995 est disjointe de la discussion.
- La proposition n° 798, telle qu'amendée, est adoptée à l'unanimité.
- 8. Proposition de loi (Ellen Samyn, Dominiek Sneppe, Nathalie Dewulf, Steven Creyelman, Hans Verreyt) visant à supprimer en principe la possibilité pour le CPAS de récupérer les frais exposés au titre de l'aide sociale dans le cadre de l'admission de personnes âgées en maison de repos, n°s 55K597/1 et 2. (Continuation). (Rapporteur : Mme Tania De Jonge). Avis de la Cour des comptes.
 - · La proposition est rejetée.
- 9. Propositions jointes:
 - Proposition de loi (Nahima Lanjri) modifiant le statut de l'aidant proche et concernant l'allongement et la flexibilisation du congé pour aidants proches, n°s <u>55K2729</u>/1 et 2.
 Avis de la Cour des comptes.
 - Proposition de loi (Catherine Fonck) modifiant la loi de redressement contenant des dispositions sociales du 22 janvier 1985, visant à allonger la durée du congé thématique "aidants proche", n° <u>55K2088</u>/1.

(Continuation). (Rapporteur: Mme Anja Vanrobaeys).

- En discussion.
- 10. Propositions de loi jointes:
 - Proposition de loi (Raoul Hedebouw, Marco Van Hees, Steven De Vuyst, Sofie Merckx, Nadia Moscufo) modifiant la réglementation en vue de relever le montant de certaines prestations au niveau du seuil de pauvreté européen, n°s <u>55K473</u>/1 à 3.
 Avis de la Cour des comptes.



 Proposition de loi (Sophie Thémont, Eliane Tillieux, Jean-Marc Delizée) assurant un niveau de protection sociale au moins égal au montant du niveau du seuil de risque de pauvreté, n°s 55K132/1 à 3.

Avis de la Cour des comptes.

- Proposition de loi (Nahima Lanjri, Hendrik Bogaert, Franky Demon, Leen Dierick) modifiant l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, en ce qui concerne les montants minimaux des indemnités de maladie, n°s <u>55K622</u>/1 et 2.
 Avis de la Cour des comptes.
- Proposition de loi (Nahima Lanjri, Nawal Farih) modifiant la réglementation en vue de relever le montant des prestations pour les ménages au niveau du seuil de pauvreté européen, n°s 55K623/1 et 2.

Avis de la Cour des comptes.

 Proposition de loi (Nahima Lanjri, Els Van Hoof, Franky Demon, Nawal Farih, Nathalie Muylle) modifiant la réglementation en vue de relever le montant des allocations pour isolés au niveau du seuil de pauvreté européen, n°s <u>55K624</u>/1 et 2.
 Avis de la Cour des comptes.

(Continuation). (Rapporteur : M. Björn Anseeuw).

- Les propositions 132, 622, 623 et 624 sont disjointes de la discussion.
- La proposition n° 473 est rejetée.

MERCREDI 24 JANVIER 2024

- 1. Échange de vues consacré aux dossiers européens (art. 36, Rgt.).
- 2. Questions orales au vice-premier ministre et ministre de l'Economie et du Travail.



COMMISSION DE L'INTÉRIEUR, DE LA SÉCURITÉ, DE LA MIGRATION ET DES MATIÈRES ADMINISTRATIVES

Président : M. Ortwin Depoortere

MARDI 23 JANVIER 2024

- 1. Projet de loi modifiant la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile en vue de régler l'utilisation de caméras par les services opérationnels de la sécurité civile, n° <u>55K3769/</u>1.
 - Rapporteur: M. Hervé Rigot.
 - Le projet est adopté par 12 voix et 1 abstention.

➤ MERCREDI 24 JANVIER 2024

1. Proposition de loi (Eva Platteau, Julie Chanson) modifiant l'arrêté royal du 19 avril 2014 relatif au statut administratif du personnel opérationnel des zones de secours en vue de supprimer la condition de nationalité imposée aux pompiers volontaires, n°s 55K3083/1 à 3. (Continuation). (Rapporteur: M. Eric Thiébaut).

Amendement de Mmes Platteau et Chanson.

Avis du Conseil d'Etat.

- Co rapporteur: M. Hervé Rigot.
- La commission demande à la présidente de la Chambre de transmettre le texte aux présidents des gouvernements de région dans le cadre d'une procédure de coopération (art. 97 Rgt).
- 2. Proposition de loi (Vanessa Matz, Maxime Prévot, Georges Dallemagne) modifiant la loi du 19 juillet 2018 relative à l'accessibilité des sites internet et des applications mobiles des organismes du secteur public, afin de prévoir une alternative non numérique, n° <u>55K3481</u>/1.
 - Ce point n'a pas été abordé.



COMMISSION DE CONTRÔLE DES DÉPENSES ÉLECTORALES ET DE LA COMPTABILITÉ DES PARTIS POLITIQUES

Présidente : Mme Eliane Tillieux

MARDI 23 JANVIER 2024

1. Échange de vues avec la délégation de l'OSCE dans le cadre de la Needs Assesment Mission de l'ODIHR du 23 au 25 janvier 2024.



COMMISSION SPÉCIALE CHARGÉE DU SUIVI DES MISSIONS À L'ÉTRANGER

Présidente : Mme Annick Ponthier

➤ MERCREDI 24 JANVIER 2024

Réunion à huis clos

1. Aperçu des missions militaires belges à l'étranger.



COMMISSION DES RELATIONS EXTÉRIEURES

Présidente: Mme Els Van Hoof

MERCREDI 24 JANVIER 2024

1. Débat d'actualité (art. 128 Rgt.): "Israël et Palestine".

Compte rendu intégral

Proposition de résolution (Vicky Reynaert, Karin Jiroflée, Christophe Lacroix) relative à la nouvelle législation visant à renforcer la criminalisation de l'homosexualité en Ouganda, n°s <u>55K3295</u>/1 et
 (Continuation). (Rapporteur : M. Michel De Maegd).
 Amendement de Mme Liekens.

Audition de:

- M. Frank Mugisha, avocat et activiste ougandais;
- Mme Juniper Muitha, Amnesty International.
- 3. Examen d'une proposition de résolution concernant la situation dans la bande de Gaza. (Application art. 76, Rgt.).
 - Rapporteur: Mme Els van Hoof.
- 4. Proposition de résolution (Samuel Cogolati, Wouter De Vriendt) visant à confisquer des avoirs russes en Belgique au profit de la reconstruction de l'Ukraine, n° <u>55K3720</u>/1.
 - Désignation d'un rapporteur;
 - Exposé introductif.
 - Rapporteur: Mme Vicky Reynaert.
 - La commission décide de procéder à des auditions (art. 28 Rgt).
- 5. Proposition de résolution (Peter Mertens, Nabil Boukili, Steven De Vuyst, Raoul Hedebouw, Sofie Merckx) relative à la plainte déposée par l'Afrique du Sud auprès de la Cour internationale de Justice, n° 55K3779/1.
 - Désignation d'un rapporteur;
 - Exposé introductif.
 - Rapporteur: M. Samuel Cogolati.



COMMISSION DE LA DÉFENSE NATIONALE

Président : M. Peter Buysrogge

➤ MERCREDI 24 JANVIER 2024

1. Questions orales à la ministre de la Défense.



COMMISSION DE L'ÉCONOMIE, DE LA PROTECTION DES CONSOMMATEURS ET DE L'AGENDA NUMÉRIQUE

Président : M. Stefaan Van Hecke

➤ MERCREDI 24 JANVIER 2024

1. Projet de loi portant dispositions diverses en matière d'Économie, n° <u>55K3665</u>/5 à 7. (Rapporteur : M. Roberto D'Amico).

Amendements de M. Prévot et consorts. (Deuxième lecture et votes, art. 83 Rgt.).

- Le projet, tel qu'amendé, est adopté par 12 voix et 3 abstentions.
- 2. Proposition de loi (Roberto D'Amico, Marco Van Hees, Steven De Vuyst, Peter Mertens, Raoul Hedebouw, Nadia Moscufo, Gaby Colebunders, Maria Vindevoghel, Thierry Warmoes)visant la création d'un organisme public garantissant l'accès à des distributeurs de billets, n°s <u>55K2500</u>/1 et 2.

Amendements de M. D'Amico. (Continuation, clôture et votes). (Rapporteur : M. Albert Vicaire).

- · La proposition est rejetée.
- 3. Questions orales au secrétaire d'État au Budget et à la Protection des consommateurs, adjointe au ministre de la Justice et de la Mer du Nord.

